



NUMÉRO SPÉCIAL ÉTÉ

Numéro double juillet - août été 2023

LA DÉCADE À LA PLAGE

Profitions de notre break estival pour prendre ensemble un peu de recul sur les grands enjeux économiques actuels.

Dans ce numéro double juillet-août 2023, nous vous proposons de revenir sur des sujets fondamentaux avec la rediffusion d'articles toujours aussi pertinents aujourd'hui :

- La création de richesse, avec le « Il nous l'avait bien dit » de juin 2021 :
La prospérité d'un pays dépend de sa propre capacité à générer des revenus ;
- L'éducation, avec le « 0/10 » de janvier 2022 :
Trop chère Éducation Nationale ;
- L'entreprise et les entrepreneurs, avec le « 10/10 » de janvier 2022 :
Dictionnaire amoureux des entreprises et des entrepreneurs ;
- L'économie, avec « L'analyse éco » de septembre 2022 :
Quoi de neuf dans l'économie mondiale ?

Nous vous proposons aussi de revoir une courte interview vidéo de François de Saint-Pierre de juin 2016 sur « Comment développer l'esprit d'entreprendre à l'école ». Un sujet qui revient régulièrement dans les propositions des entrepreneurs pour promouvoir les entreprises et leur développement.

Le Parole d'Entrepreneur accueille cet été François Deltour, entrepreneur multirécidiviste, pionnier des services web et de l'affiliation en France, et fondateur d'Effiliation.

Enfin nous vous proposons comme chaque année notre « Quiz Jean-Bat à la plage » pour tester vos connaissances et continuer à apprendre en vous amusant entre amis.

Nous vous souhaitons un très bel été et de très bonnes vacances bien méritées !
Nous vous retrouvons en septembre avec un nouveau numéro inédit.

Merci pour votre fidélité.

Il nous l'avait bien dit



Déjà publié en juin 2021 :

La prospérité d'un pays dépend de sa propre capacité à générer des revenus



Les fondements de la richesse des individus et des nations sont les mêmes. Mais les relations qu'entretiennent les uns et les autres ne sont pas de même nature et manquent notamment la charité entre nations.

« Un particulier est pauvre lorsqu'il n'a pas de revenus pour satisfaire à ses besoins. Or, de quelle source tire-t-on des revenus ? C'est :

Ou des facultés industrielles que l'on possède, c'est à dire de la force corporelle, des talents acquis desquels peuvent naître un profit, un salaire ;

Ou bien d'un capital, petit ou grand, duquel peut naître un intérêt.

Ou bien de terres cultivables, desquelles on peut tirer des produits, un loyer. Tels sont les fonds d'où naissent tous nos revenus. Un particulier est riche ou pauvre, selon qu'il en est bien ou mal pourvu, selon qu'il en tire un bon ou un mauvais parti.

Ce sont exactement les mêmes éléments qui font les nations riches ou pauvres. Les nations riches sont celles qui ont beaucoup de facultés industrielles, beaucoup de capitaux, beaucoup de terres cultivées ; les pauvres, celles qui en ont peu.

Un homme peut être dépendant d'un autre, parce qu'il est possible que n'ayant aucun revenu, il soit obligé d'avoir recours au revenu des autres. Mais une nation ne vit jamais que de ses propres revenus, car on ne voit pas un peuple recevoir la charité d'un autre. »

Commentaire sur le cours d'économie politique d'Henry Storch. in Oeuvres diverses 1848 p.295

Analyse économique

Déjà publié en septembre 2022 :

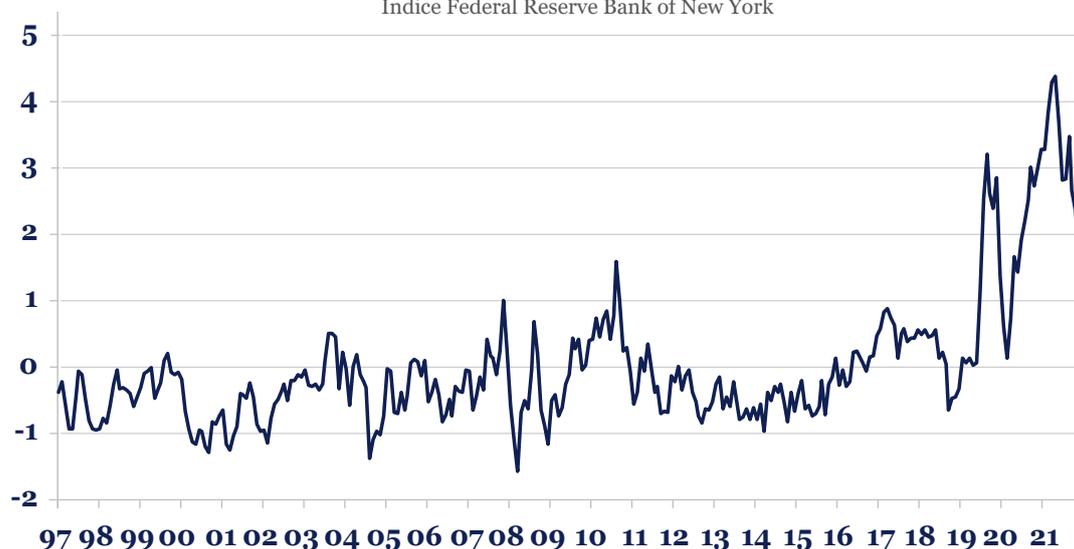
Quoi de neuf dans l'économie mondiale ?

Dans un contexte marqué par de nombreux chocs externes (guerre Russie-Ukraine, choc énergétique), des chiffres d'inflation particulièrement élevés dans un grand nombre de pays, et des situations économiques parfois compliquées à lire (deux trimestres de contraction du PIB aux Etats-Unis mais des créations d'emplois records), il est difficile de savoir à quoi s'en tenir. Nous vous proposons donc un rapide tour d'horizon des principaux enjeux de cette rentrée et des principales économies.

L'inflation est évidemment le premier sujet qui vient à l'esprit. Elle a dépassé les 10% au Royaume-Uni, les 9% dans la zone euro et les 8% aux Etats-Unis, des niveaux inédits depuis le début des années 80. Plusieurs choses expliquent ce mouvement. Il y a des facteurs à trouver du côté de l'offre, mais aussi de la demande. Du côté de l'offre, le premier facteur est évidemment l'envolée des prix de l'énergie. L'Europe est aux premières loges avec l'envolée des prix du gaz et de l'électricité. Les Etats-Unis sont moins touchés et bénéficient davantage de la baisse du prix du pétrole, amplifiée par la baisse des marges de raffinage. Le deuxième facteur du côté offre est l'ensemble des perturbations des chaînes de production lié au COVID et à la reprise chaotique qui a suivi, notamment du fait du maintien de la politique zero-COVID en Chine. Celles-ci, dans un contexte où la demande de biens a fortement augmenté, ont provoqué une envolée du prix des biens. L'engorgement des chaînes logistiques avec des bateaux attendant plusieurs jours avant d'être déchargés, les difficultés des constructeurs automobiles à se fournir en pièces détachées ont été les symptômes de cette tendance. La bonne nouvelle est que ces pressions dans l'appareil productif semblent être en voie de résorption. Elles devraient donc permettre un ralentissement de l'inflation. Il est d'ailleurs probable que l'inflation américaine ait passé son pic.

Indice de pression globale sur les chaînes d'approvisionnement

Indice Federal Reserve Bank of New York



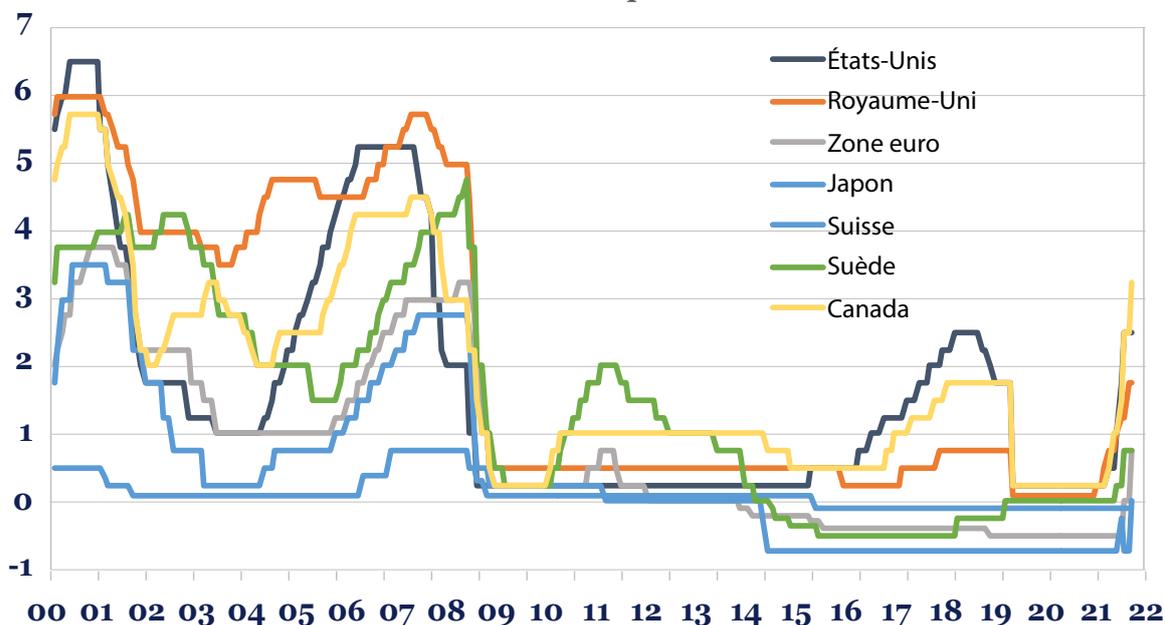
source : Bloomberg; NY Fed

Cela signifie-t-il pour autant que le problème d'inflation est derrière nous ? Sans doute pas car l'inflation s'explique aussi par des facteurs de demande, c'est-à-dire parce que la demande de biens et services a fortement augmenté. Aux Etats-Unis, La Réserve Fédérale estime d'ailleurs que 60% de l'accélération de l'inflation provient de ces effets de demande, le solde provenant du côté offre évoqué ci-dessus. La très bonne tenue de la demande des ménages et surtout la forte progression des salaires font qu'il y a peu de raison d'espérer un ralentissement notable de ce moteur de l'inflation.

Il est très peu probable que les prix de l'énergie progressent encore sur l'année à venir dans les mêmes proportions qu'en 2022, ce qui va donc réduire la contribution des prix de l'énergie à l'inflation globale. De même la résorption des perturbations des chaînes de production va permettre une normalisation des prix des biens. On peut donc penser que l'inflation globale va toucher un point haut dans les prochains mois puis ralentir (elle l'a peut-être déjà fait aux Etats-Unis), mais à un niveau sans doute encore trop élevé pour rassurer les banques centrales.

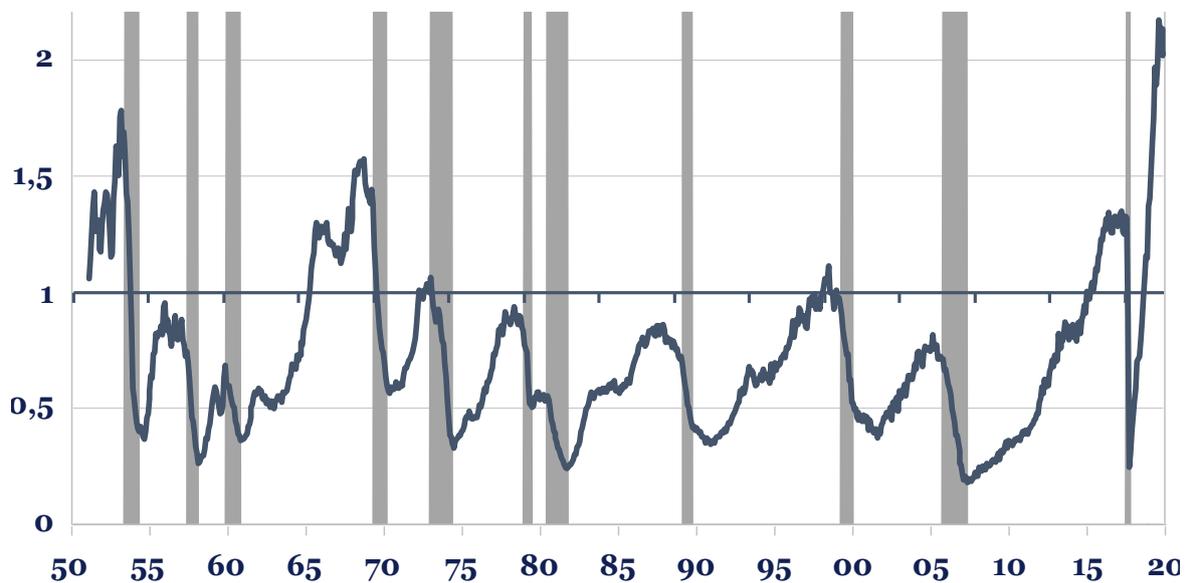
C'est d'ailleurs la deuxième tendance forte des derniers mois : on observe un net raidissement des banques centrales occidentales sur la question de l'inflation. Celles-ci remontent leurs taux à une vitesse historiquement rapide. En moins de huit mois, la Réserve Fédérale a porté son taux directeur de 0,25% à 2,50%. La BCE a mis un terme à ses taux négatifs et a ramené son taux directeur à 1,25% en moins de deux mois. Les banques centrales des pays émergents, traditionnellement plus sensibles au risque d'inflation, avaient ouvert le bal dès 2021. C'est donc maintenant le tour des banques centrales des pays occidentaux de durcir rapidement leur politique monétaire. Même la Banque centrale suisse a mis un terme à ses taux négatifs malgré un franc suisse au plus haut. Les discours récents des banques centrales laissent envisager une poursuite du mouvement tant que la question de l'inflation ne sera pas résolue.

Taux de la banque centrale



Dans l'esprit d'une banque centrale, l'inflation a très souvent à voir avec la tension du marché du travail et l'on peut voir aujourd'hui des marchés du travail tendus partout dans le monde. Aux Etats-Unis, le taux de chômage est à un des plus bas niveaux des 70 dernières années et chaque chômeur a en face de lui deux offres d'emplois disponibles. Dans la zone euro, le taux de chômage agrégé est à un niveau inédit depuis le début des années 80 et le nombre d'offres d'emplois disponibles est également très élevé. Desserrer les marchés du travail passera donc par un nécessaire ralentissement de l'activité économique, au risque de provoquer in fine une récession.

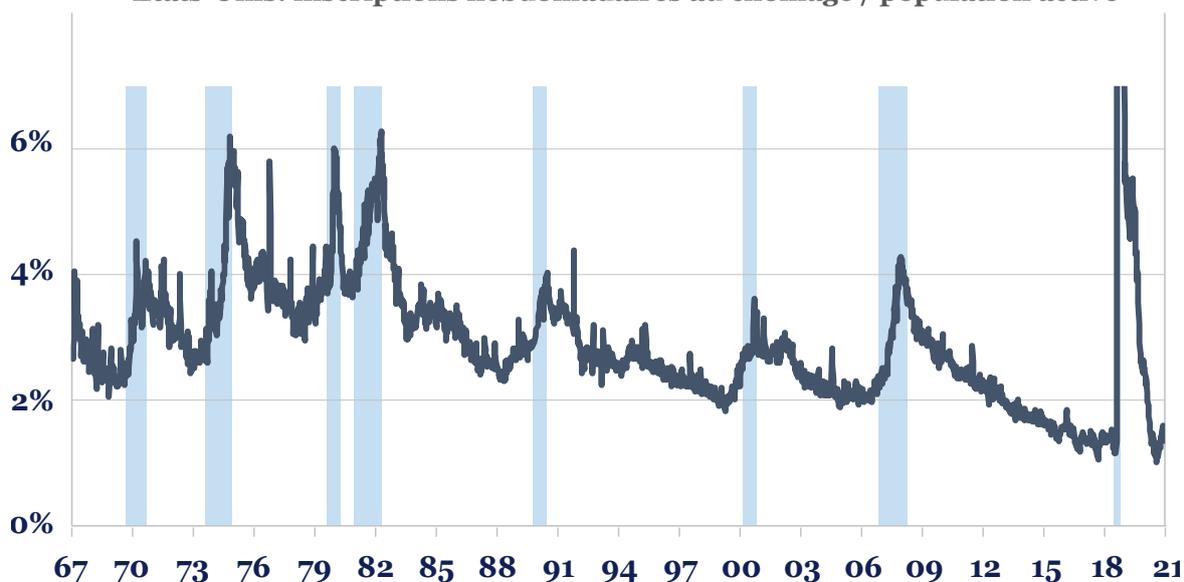
États-Unis: nombre d'offres d'emplois par chômeurs



source : Source: R. Barnichon, Fed San Francisco

Aux États-Unis, les deux baisses trimestrielles du PIB pourraient laisser penser à une récession déjà commencée mais ce n'est sans doute pas le cas. D'autres mesures de l'activité comme l'emploi, la production industrielle, les ventes au détail, ne montrent aucun signe de retournement et les indicateurs habituels d'un retournement cyclique n'affichent pas de signal inquiétant à l'exception de ceux liés à l'immobilier. En effet, coincé entre la flambée des prix (+40% en deux ans) et l'envolée des taux hypothécaires (de 3% à 6% depuis le début de l'année), le marché immobilier est en train de se gripper. Ce secteur a un fort effet d'entraînement mais il peut mettre du temps à emporter le reste de l'économie. Les autres indicateurs comme les profits des entreprises ou les inscriptions au chômage restent très bien orientés. Il est donc trop tôt pour parler d'une récession aux États-Unis mais les efforts de la banque centrale pour ralentir la machine économique pourrait en provoquer une l'année prochaine.

États-Unis: inscriptions hebdomadaires au chômage / population active

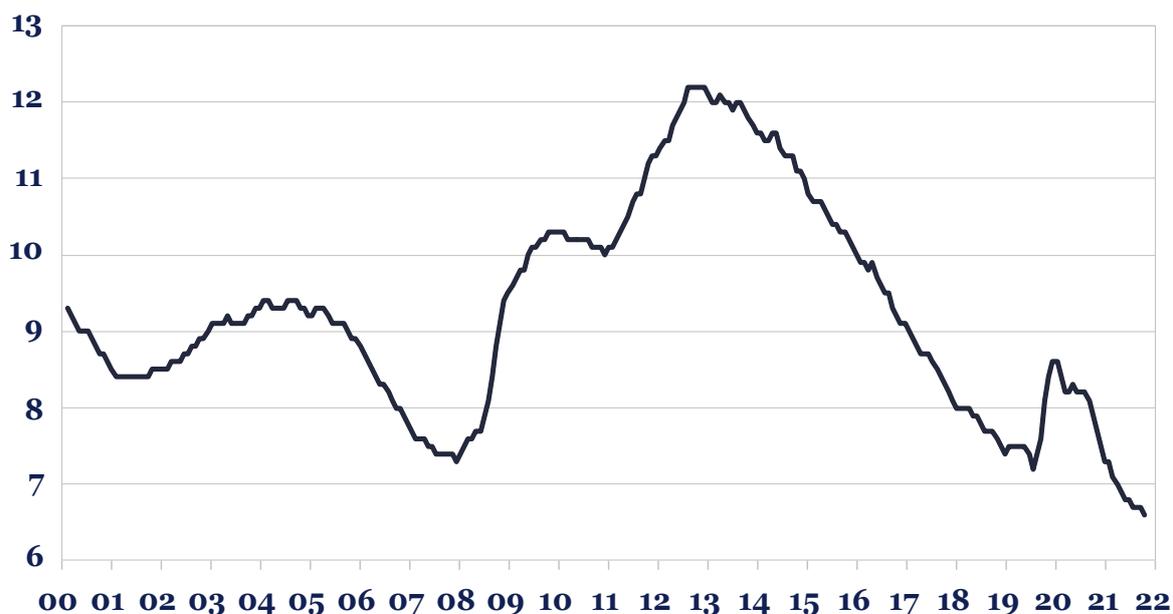


Source: Bloomberg

Dans la zone euro, les chiffres de croissance ont été meilleurs qu'attendus au premier semestre. La dynamique de réouverture et de levée des restrictions liées au COVID l'a emporté et a permis une nette reprise de l'activité. Le troisième trimestre qui est en train de s'achever est également parti pour être un bon trimestre mais au-delà l'horizon s'obscurcit. La forte hausse des prix de l'énergie, gaz comme électricité, vient obérer le pouvoir d'achat des ménages, et peser sur la consommation. De même à certains niveaux de prix de l'énergie, la production devient non rentable dans certains pans de l'industrie. Au-delà de ces effets prix se pose aussi la question des volumes de gaz. Les effets sur la croissance pourraient être bien plus importants en cas de rationnement. Mais l'impact final dépendra de l'ampleur des mesures d'aides aux ménages et aux entreprises adoptées par les gouvernements. Si pour l'instant, les indicateurs décrivent plus une stabilisation de l'activité qu'un retournement, l'hiver sera toutefois très incertain.

Le diagnostic est le même pour le Royaume-Uni où le gouvernement vient d'annoncer un plan massif de soutien budgétaire aux ménages. Pour l'instant en Europe, l'activité plie mais ne rompt pas.

Zone euro : taux de chômage



Source: Bloomberg

En Chine, l'activité économique reste soumise aux vents contraires de la stratégie zéro-COVID et du ralentissement immobilier. Le gouvernement a en ligne de mire le congrès du Parti Communiste Chinois de mi-octobre. Celui-ci devrait permettre à Xi Jinping d'obtenir un troisième mandat à la tête du pays. Traditionnellement, le gouvernement chinois prend des mesures de soutien à l'activité dans des contextes similaires et c'est encore le cas. Des baisses de taux et une accélération de l'investissement en infrastructures ont été annoncés. Mais le gouvernement ne semble pas vouloir amender sa politique zéro-Covid pour l'instant et plus fondamentalement, le retournement du secteur résidentiel ne semble pas appelé à s'inverser rapidement. Il ne faudra donc pas attendre de rebond spectaculaire de la croissance chinoise dans les prochains mois.

Inflation toujours trop forte au goût des banques centrales qui durcissent donc rapidement leur politique monétaire, chocs exogènes tirant l'inflation à la hausse et pesant sur l'activité viennent donc heurter des économies occidentales qui étaient en forme. Face à ces chocs négatifs, les économies occidentales voient la croissance baisser un peu mais pas se retourner. Cela durera-t-il ?

Au fil des lectures : reçu 10/10

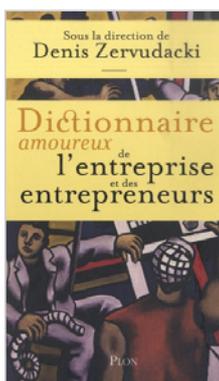


Déjà publié en janvier 2022 :

« Une vérité appartient non pas au premier qui la dit, mais au premier qui la prouve. »
(Traité 1^{re} ed.)

Dictionnaire amoureux de l'entreprise et des entrepreneurs.

Sous la direction de Denis Zervudacki. Édition Plon.



Qu'il est bienvenu ce Dictionnaire Amoureux ! Alors qu'historiquement la culture économique et politique française aime positionner l'entreprise comme lieu d'exploitation et au centre des conflits, voilà que s'expriment des sentiments amoureux pour cette institution et ceux qui les dirigent ! Un vrai changement culturel serait-il en cours ? La lecture de ce recueil pourrait y contribuer si son lectorat s'étend bien au-delà de ceux qui sont convaincus de l'utilité non seulement économique mais aussi humaine de cette institution qu'est l'entreprise.

Différemment conçu des autres « dictionnaires » de cette collection qui laisse habituellement s'exprimer un cœur unique, celui-ci s'ouvre à un chœur de contributions d'entrepreneurs, de chef d'entreprises et d'intellectuels qui ont réfléchi à la constitution et au fonctionnement de cette matrice exceptionnelle de la prospérité collective et de la collaboration humaine.

L'orchestration de l'ouvrage se fait par plus de 100 mots d'entrée qui vont d'Amour à Ville en passant par Apprentissage, Argent, Croissance, Emploi, Éthique, Jaurès, Mérite, Patrimoine ou Travail etc. qui permet une lecture libre et thématique de chapitres courts et très accessibles écrits par des personnalités de notre vie économique récente : Xavier Fontanet (Essilor), Yvon et Pierre Gattaz (Radiall-Medef), Alain Mérieux, Gérard Mulliez, Jean-Laurent Bonnafé (BNPParibas), Pierre-André de Chalendar (Saint-Gobain), Vincent Bolloré etc.

On remarquera qu'il y a plus de chefs d'entreprises que de créateurs d'entreprises parmi les contributeurs et certains pourraient le regretter. Mais c'est oublier un élément essentiel de la vie de l'entreprise : si elle est dirigée par un manager, elle est condamnée. Le chef d'entreprise doit être un leader et un entrepreneur qui s'entoure d'entrepreneurs. « L'esprit de conquête avec ce qu'il comporte d'ambition est vital pour l'entreprise. Si on ne progresse pas, très vite on recule et alors l'entreprise disparaît (...). La conquête doit porter sur de nouveaux territoires, des sciences et technologies de rupture, dans une ambition d'innovation permanente. Et cette ambition, l'entreprise doit la porter très haut, en donnant un cap, une vision, et surtout la faire partager par les hommes et les femmes qui la composent » écrit ainsi Alain Mérieux sous le mot « Conquérir ». On ajoutera qu'il peut y avoir d'autres ressorts à la croissance que l'innovation dans les produits ou services, la qualité par exemple -et toute forme d'innovation dans les process- qui permet de prendre des parts de marchés aux concurrents.

Les entrepreneurs sont donc au service d'une institution qui semble être la dernière à trouver grâce aux yeux de nos contemporains et qui voient la famille, l'école, les institutions religieuses et surtout les institutions publiques (État, collectivités locales, Éducation Nationale, organes de contrôle etc.) de plus en plus contestées pour leurs faibles résultats et par l'affirmation de la suprématie du sujet, de l'individu, sur toute collectivité.

L'entreprise reste aussi un des derniers lieux d'expression de la liberté : liberté d'imaginer, de créer : « plus que l'accumulation du capital (Smith et Ricardo), la lutte des classes (Marx), le protestantisme (Max Weber), les institutions, ou même l'idée bourgeoise, c'est la liberté dans ses infinies variations, offrant à celui qui a une idée de pouvoir la mener à son terme, qui explique sans doute le mieux la croissance économique, le développement du commerce et le fascinant recul de la pauvreté dans le monde. En creux de cette liberté d'entreprendre, c'est l'homme respecté qui voit le jour, chacun pouvant tenter sa chance, d'où qu'il vienne, quel que soit son parcours. » écrit Matthieu Laine à la rubrique Liberté.

Et on ajoutera que c'est l'entreprise -sans exclure d'autres circonstances- qui permet aussi par le travail reconnu et rémunéré de trouver pour chacun l'occasion de se former, de collaborer, de s'intégrer voire de s'élever, bref de conquérir aussi une part de dignité humaine.

Au fil des lectures : collé 0/10

Déjà publié en janvier 2022 :

« L'économie : il y a peu de sujet sur lequel on se soit plus donné carrière pour déraisonner »
(traité 1^{re} ed.)

Trop chère Éducation Nationale

Certains ont préconisé la suppression de la Cour des Comptes tant ses rapports si bien documentés et argumentés restaient sans suite aucune par tous les gouvernements dans l'usage qui est fait des fonds publics (dont il faut toujours rappeler qu'il s'agit de fonds privés prélevés et dépensés par la puissance publique). Et c'est un peu ce que l'on ressent à la lecture de son rapport sur les performances et le coût de notre éducation scolaire avant de se rappeler que le porteur du message n'est pas responsable de la mauvaise nouvelle.

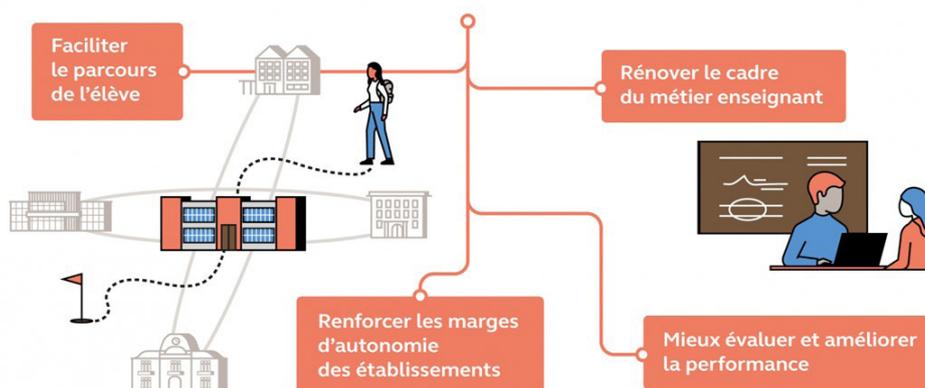
Après avoir pointé [l'absentéisme des enseignants et la mauvaise organisation des ressources humaines au sein de l'Éducation Nationale](#) le 2 décembre, la Cour des Comptes a publié cet automne une série de [notes sur les grands enjeux structurels pour la France](#). On regrettera déjà qu'elles ne soient pas reprises dans les grands thèmes de notre campagne présidentielle... Un des sujets majeurs concerne l'enseignement scolaire. Car c'est bien aussi de notre intelligence collective pour demain, de notre capacité à vivre, comprendre et progresser ensemble et finalement de notre place dans le monde dont il s'agit. Depuis des années les indicateurs de performance se dégradent, que les comparaisons se fassent d'un point de vue temporel (« Voulez-vous vraiment des enfants idiots » de Maurice Maschino date de 1984...) que la Décade a déjà évoqué ou d'un point de vue géographique (nos classements dans les comparaisons internationales, Pisa etc.), en dépit d'une dépense nationale d'éducation en croissance régulière et supérieure à la moyenne de l'OCDE. La dépense moyenne annuelle se chiffre en effet à 7 600 euros par élève pour le premier degré et à 11 300 euros pour le second degré, soit au total, 5,2% du PIB.

Mais 40% des élèves en fin de primaire ne possèdent pas les connaissances en lecture et en mathématiques permettant de suivre une scolarité au collège dans de bonnes conditions. Le volume total d'enseignement élémentaire pour l'ensemble des élèves est passé de 972 heures en 1980 à 864 aujourd'hui (-11%). La proportion des élèves les moins performants est passée de 15% en 2018 à 25% en 2019 et celle des plus performants de 29 à 22%. Au surplus, 12% des jeunes sortent du second cycle de l'enseignement secondaire sans diplôme (CAP, BEP ou Baccalauréat).

Malgré un effort budgétaire soutenu dans la durée, les réformes pédagogiques ne permettent pas d'améliorer la performance (ne seraient-elles pas à l'origine de son déclin ?) car le système éducatif est rendu inefficace par son centralisme bureaucratique et son encadrement qui paralysent toute initiative et ôtent toute responsabilité aux acteurs de terrain.

Nous invitons les lecteurs à lire le [diagnostic et les préconisations](#) de la Cour des Comptes qui résume ses propositions dans le petit schéma ci-dessous qui a l'air d'une évidence sur laquelle couve un coupable silence. Que disent les candidats à l'élection présidentielle à ce sujet ? que feront-ils ? autre chose que d'ajouter « encore plus de moyens » sans jamais se préoccuper des résultats ? Pourtant la pire des inégalités n'est pas l'inégalité monétaire mais l'inégalité dans l'éducation qui condamne l'individu à rester asservi à sa condition initiale.

UNE ÉCOLE PLUS EFFICACEMENT ORGANISÉE AU **SERVICE** DES ÉLÈVES



Vidéo

juillet - août 2023

François de Saint Pierre : Comment développer l'esprit d'entreprendre à l'école ?



Parole d'entrepreneur

juillet - août 2023

François Deltour – Associé-Fondateur - Groupe Effinity (ex-Effiliation)

www.effinity.fr



François grandit à Paris. Un bac à Claude Bernard, une prépa puis l'EDHEC dont il sort diplômé en 1981. Il commence sa carrière au Crédit Lyonnais où il travaille trois ans, d'abord à Miami en tant qu'analyste financier puis à Paris comme fondé de pouvoir au siège. Son père est dirigeant d'entreprises, dont Valentine et Isoroy.

Très actif dans la vie associative à l'EDHEC il a déjà le besoin de « faire pour apprendre ». Il fait sa dernière année aux États-Unis. Le choix du Crédit Lyonnais lui permet d'y rester un peu plus longtemps, et d'apprendre la finance, les relations avec les banques, l'approche du risque et son évaluation. C'est aussi la découverte du fonctionnement des grands groupes : l'inertie, la pusillanimité, la politique et les postures. Malgré quelques rencontres intéressantes, il n'est pas à sa place dans ce monde-là. Son expérience dans la banque s'arrête là.

Il décide de s'associer dans une entreprise de fabrication de tubes pvc et de meubles de jardin. Il se lance dans le développement des activités et apprend la vente terrain avec l'animation des réseaux de revendeurs. Des années compliquées aux côtés d'un associé « un peu » toxique. Il part et rejoint un autre projet entrepreneurial de production de meubles en kit. Premier succès notamment grâce aux commandes de Castorama, totalement conquis. Après trois années de tournées incessantes auprès de la grande distri aux quatre coins de la France, François a besoin d'autre chose. Il ouvre alors une parenthèse avec successivement une expérience dans les médias en direction financière chez Globe-Hebdo, des missions de conseil ici et là, et un Master au CNAM, assorti d'un passage chez Havas Édition Électronique qui lui permettra de sillonner - à nouveau - les États-Unis et notamment la Silicon Valley.

On est en 1993. Son chemin croise alors le web 1.0, le web naissant. C'est une énorme claque. Et une révélation. Il veut en faire partie.

En 1995, il monte Palo Alto, l'une des toutes premières agences web en France, avec une conviction : Internet va tout bouleverser. Il ne parle pas le « code » mais les usages possibles excitent sa curiosité et sa créativité. Palo Alto est bien gérée et se développe jusqu'en 2000. En pleine crise, alors que les nuages noirs s'accumulent, un de ses collaborateurs lui dit un matin à la machine à café «...François, continue de nous faire rêver... ». Il rencontre au même moment Éric Sarazin et Olivier Gravet, spécialistes du marketing direct et relationnel du nord de la France. Ils cherchent alors à s'associer

avec un spécialiste du web. Leur union sera cette vague bienvenue qui va permettre de sortir la tête de l'eau et sur laquelle le nouveau Palo Alto va surfer. Lorsqu'on crée des sites internet pour tout le monde depuis des années, la question de savoir comment orienter l'audience vers ces sites se pose naturellement. La réflexion de François sur de nouveaux services d'affiliation commencée deux ans plus tôt allait maintenant pouvoir se concrétiser. La promesse de valeur est unique. Les premiers succès ne tardent pas.

L'explosion de la bulle en 2000 transforme le carnet de commandes en champs de mines. Les trois années qui suivent se transforment elles en survie, jusqu'à la cession à Publicis.

*Effiliation, la partie **affiliation** du groupe, ne fait pas partie du périmètre cédé. François la reprend avec 2 associés. Ramenée à sa plus simple expression, Effiliation traverse la tempête et renaît en 2004.*

L'entreprise, totalement auto-financée, se développe et passe de 3 associés à 70 personnes pour un chiffre d'affaires de 35 millions d'euros.

Fort de cette belle réussite François décide l'année dernière de se retirer à 65 ans en organisant une transmission par LBO au bénéfice de son jeune associé. Mais difficile pour lui de rester hors du jeu, il a monté depuis une société de conseil pour accompagner d'autres dirigeants dans la transformation numérique de leur entreprise.

1) Pourquoi être devenu entrepreneur ?

Parce que j'étais mauvais en entretien d'embauche !

Mais surtout parce que j'aimais bien l'aventure.

Et l'Entreprise dans les années 80 ne ressemblait pas à l'aventure. C'était un peu un monde de gars cravatés, à la mâchoire carrée. Un monde d'apparences, de postures.

Ça n'était pas mon monde.

J'avais envie de créer quelque chose qui me ressemble plus.

2) Le chef d'entreprise est-il le seul à entreprendre ?

Non. Mais pour autant tout le monde n'entreprend pas. Chez nous les plus entrepreneurs sont devenus associés, quand c'était possible. D'autres ont créé leur propre entreprise avec succès, et j'en suis fier.

Entreprendre c'est aussi décider de vivre sa propre aventure, en assumant le risque que seul l'entrepreneur accepte de prendre.

Le risque, la volonté de se prouver quelque chose, d'aller au bout de ses idées, de porter le projet en leader sont certainement les marques de fabrique de l'entrepreneur.

3) Pour vous, qu'est-ce que la création de valeur ?

D'un point de vue financier, la création de valeur pour nous, associés, a longtemps consisté à pouvoir se payer et surtout pouvoir financer la croissance de la boîte et le développement,

parfois réussi, parfois raté, de nouveaux services.

La création de valeur c'est le degré de liberté qu'on arrive à s'assurer. Une liberté possible seulement si l'on parvient à développer son autonomie financière. Et tout ça passe évidemment par la rentabilité.

Mais la création de valeur c'est aussi la capacité à vivre une aventure humaine, à aller au bout de nos idées, à faire les choses bien et à notre manière, à respecter, satisfaire et fidéliser nos clients et nos salariés. La capacité à accumuler et à capitaliser sur les expériences et l'expertise acquise. À créer de l'alignement d'intérêts entre les parties prenantes.

4) Quelles sont les trois ou quatre mesures à prendre pour améliorer le développement des entreprises françaises ?

La France est un pays magnifique pour monter des boîtes.
Après on peut quand même essayer d'améliorer les choses.

Développer la culture économique

La culture de l'économie est défaillante dans tout le système. On le voit bien avec le débat sur les retraites. Les gens ne comprennent pas bien l'économie. Le rapport à l'argent et à la réussite n'est pas positif.

Adopter une approche moins restrictive de l'innovation

On oriente les aides financières et fiscales exclusivement vers l'innovation technique aux dépens de l'innovation sur les process et le marketing,

On est aussi à la traîne sur l'investissement dans la recherche fondamentale, lorsqu'on voit les sommes investies dans la Silicon Valley, nous ne jouons pas dans la même cour...

Développer la culture du commerce

On n'a pas la culture du commerce. On est meilleur marketer mais on est moins bon commerçant. C'est lié à un rapport à l'argent qui est culturellement compliqué. Et aussi à un niveau d'exigence élevé, cette façon de se critiquer en permanence souvent irritante et qui en même temps est aussi une force...

QUIZ JEAN-BAT À LA PLAGE



BUDGET PUBLIC



Cocher la bonne réponse

Q1 • Quelles étaient les recettes de l'état Français en 2022 (en Mds €)

355

495

525

Q2 • Quelles étaient les dépenses de l'état Français en 2022 (en Mds €)

345

425

513



Lier le pays et la bonne réponse

Q3 • Dépenses publiques en % du PIB en 2022

Source : Eurostat ec.europa.eu

France	•	• 45,30%
Danemark	•	• 47,80%
Allemagne	•	• 49,70%
Espagne	•	• 44,80%
Italie	•	• 56,70%
Pays-Bas	•	• 44,50%
Suède	•	• 48,10%
Portugal	•	• 53,40%
Finlande	•	• 50,70%
Union Européenne	•	• 58,10%

QUIZ JEAN-BAT' À LA PLAGE

Q4 • Déficit public 2022 en % du PIB

Source : ec.europa.eu

France	•	• -8,00%
Union Européenne	•	• 0,70%
Zone Euro	•	• -3,60%
Danemark	•	• -2,60%
Allemagne	•	• 0,00%
Espagne	•	• -3,40%
Italie	•	• -4,70%
Pays-Bas	•	• 3,30%
Portugal	•	• -0,40%
Suède	•	• -4,80%

?

Cocher la bonne réponse

Q5 • Quelle était la dette publique fin 2022 (en Mds €)

Source : INSEE

- 2150 2806 2950

?

Lier le pays et la bonne réponse

Q6 • Quelle était la dette publique en % du PIB

Source : INSEE touteurope.eu

France	•	• 111,60%
Grèce	•	• 73,00%
Italie	•	• 144,40%
Portugal	•	• 30,10%
Espagne	•	• 113,20%
Autriche	•	• 78,40%
Finlande	•	• 171,30%
Allemagne	•	• 33,00%
Danemark	•	• 66,30%
Suède	•	• 113,90%

QUIZ JEAN-BAT' À LA PLAGE



RETRAITES



Lier le pays et la bonne réponse

Q7 • Âge effectif moyen de départ à la retraite, homme

Source : OCDE 2020

France	•	• 60,4
Espagne	•	• 63,7
Italie	•	• 62,3
Allemagne	•	• 68,2
Royaume Uni	•	• 63,8
OCDE	•	• 63,1
USA	•	• 64,9
Suisse	•	• 61,0
Suède	•	• 65,8
Nouvelle-Zélande	•	• 65,4

Q8 • Taux de remplacement net (compte tenu de l'impôt sur le revenu et des cotisations sociales) - Source : OCDE 2020

Union Européenne	•	• 89,20%
France	•	• 74,40%
Allemagne	•	• 39,90%
Irlande	•	• 52,90%
Pays-Bas	•	• 81,70%
Portugal	•	• 90,30%
Italie	•	• 67,60%

Q9 • Taux dépenses retraites en % PIB

Source : Chiffres 2020 Eurostat/Insee

Union Européenne	•	• 13,60%
France	•	• 15,90%
Italie	•	• 17,60%
Allemagne	•	• 12,60%
Espagne	•	• 14,50%
Pays-Bas	•	• 12,80%

QUIZ JEAN-BAT' À LA PLAGE



ÉDUCATION



Lier le pays et la bonne réponse

Q10 • Dépenses publiques en éducation en % du PIB

Source : Banque Mondiale 2020 et 2021

France	•	• 4,50%
Allemagne	•	• 5,10%
Royaume Uni	•	• 5,50%
États-Unis	•	• 6,40%
Japon	•	• 3,40%
Australie	•	• 6,10%
Danemark	•	• 5,90%
Espagne	•	• 4,60%
Inde	•	• 5,50%
Norvège	•	• 6,10%
Union Européenne	•	• 4,70%

Q11 • Classement PISA, en points (Programme International pour le suivi et non suivi des Acquis des Élèves) - Enquête 2018

Sur la compréhension de l'écrit :

France	•	• 504
OCDE	•	• 493
Allemagne	•	• 498
Chine	•	• 505
Singapour	•	• 549
USA	•	• 555
Royaume-Uni	•	• 487

En sciences :

France	•	• 502
OCDE	•	• 489
Allemagne	•	• 503
Chine	•	• 493
Singapour	•	• 505
USA	•	• 590
Royaume-Uni	•	• 551

QUIZ JEAN-BAT' À LA PLAGE



CRÉATION DE RICHESSE



Lier le pays et la bonne réponse

Q12 • PIB par tête 2022 (en US\$)

Source : OCDE

France	•	• \$43 018
Allemagne	•	• \$50 026
Pays-Bas	•	• \$37 197
Norvège	•	• \$62 835
Italie	•	• \$40 087
Espagne	•	• \$ 55 614
Suède	•	• \$52 853
Royaume Uni	•	• \$42 485
USA	•	• \$64 659
Union Européenne	•	• \$44 100

Q13 • PIB, prévision 2023 du FMI publiée en déc 2022 (en Mds US\$)

USA	•	• \$26 185
Chine	•	• \$2 806
Japon	•	• \$3 479
Allemagne	•	• \$4 120
Inde	•	• \$3 820
Royaume-Uni	•	• \$2 059
France	•	• \$2 136
Canada	•	• \$2 326
Russie	•	• \$21 643
Brésil	•	• \$4 365

QUIZ JEAN-BAT' À LA PLAGE

Q14 • Taux d'emploi (% de la population d'âge actif)

Source : OCDE 2021

France	•	• 68,33%
USA	•	• 62,73%
Italie	•	• 58,25%
Allemagne	•	• 69,40%
Japon	•	• 75,60%
Norvège	•	• 76,30%
OCDE	•	• 77,88%
Royaume-Uni	•	• 75,13%
Union Européenne	•	• 67,25%
Espagne	•	• 67,68%



FISCALITÉ



Lier le pays et la bonne réponse

Q15 • Quelle part du salaire brut (+cotisations patronales) payé par l'employeur reste au salarié après déduction des charges sociales, impôt sur le revenu et TVA ?

Source : Institut Économique Molinari / EY - juillet 2023

France	•	• 54%
Allemagne	•	• 47%
UK	•	• 65%
Pays-Bas	•	• 57%
Italie	•	• 50%
Autriche	•	• 46%
Danemark	•	• 59%
Espagne	•	• 53%
Suède	•	• 49%



QUIZ JEAN-BAT' À LA PLAGE

Q16 • Pression fiscale (en % du PIB)

Source : OCDE 2021

IR : impôt sur le revenu des personnes physiques

IS : impôt sur le bénéfice des entreprises

CSS : cotisations de sécurité sociale

ISal : impôt sur les salaires

IP : impôt sur le patrimoine

IBS : impôt sur les biens et services

Allemagne	•	• 46,88%
France	•	• 38,35%
Pays-Bas	•	• 39,70%
Italie	•	• 39,51%
Espagne	•	• 45,15%
Danemark	•	• 43,29%



DIVERS



Lier le pays et la bonne réponse

Q17 • Taux de chômage

Source : OCDE janvier 2023

France	•	• 5,90%
OCDE	•	• 4,90%
Union Européenne	•	• 7,30%
Espagne	•	• 3,40%
Japon	•	• 2,20%
Allemagne	•	• 2,90%
USA	•	• 6,10%
Royaume Uni	•	• 3,50%
Italie	•	• 7,90%
Suède	•	• 7,10%



Q18 • Taux d'inflation

Source : Eurostat mai 2023

France	•	• 8,00%
Union Européenne	•	• 7,10%
Allemagne	•	• 12,50%
Espagne	•	• 2,70%
Italie	•	• 6,80%
Pays-Bas	•	• 6,30%
Danemark	•	• 2,90%
Pologne	•	• 6,70%
Suède	•	• 2,90%
Belgique	•	• 6,00%



Cocher la bonne réponse

Q19 • Taux moyen du crédit à l'habitat pour les particuliers en avril 2023

Source : Banque de France

- 1,95 % 2,73 % 3,52 %

Q20 • Taux moyen du crédit à l'habitat pour les particuliers en décembre 2021

Source : Banque de France

- 1,10 % 2,10 % 2,50 %



?

Rayer l'intrus et souligner les pays de la zone euro

Q21 • 27 Pays de l'Union Européenne / dont 20 aussi Pays zone Euro : parmi cette liste indiquer les 7 pays qui ne font pas partie de l'Union Européenne et indiquer quels sont les 20 pays qui font partie de la zone Euro.

Allemagne	France	Macédoine
Autriche	Grèce	Pologne
Belgique	Hongrie	Finlande
Bulgarie	Irlande	République Tchèque
Royaume-Uni	Espagne	Roumanie
Croatie	Suisse	Slovaquie
Danemark	Lituanie	Slovénie
Norvège	Luxembourg	Serbie
Estonie	Malte	Chypre
Lettonie	Albanie	Portugal
Pays-Bas	Montenegro	Italie
Suède		

?

Lier le pays et la bonne réponse

Q22 • Top 5 des capitalisations boursières du CAC40 - au 13 juillet 2023 (en Mds €)

LVMH	•	• 128
L'Oréal	•	• 118
Hermès	•	• 211
Total Energies	•	• 448
Sanofi	•	• 226



Réponses du Quiz 2022 : (1 point par bonne réponse)

- Budget Public**
- Q1** • 355 Mds€ +1 pt
 - Q2** • 513 Mds€ +1 pt
 - Q3** • France 58,10% +1 pt / Danemark 45,30% +1 pt / Allemagne 49,70% +1 pt / Espagne 47,80% +1 pt / Italie 56,70% +1 pt / Pays-Bas 44,50% +1 pt / Suède 48,10% +1 pt / Portugal 44,80% +1 pt / Finlande 53,40% +1 pt / Union Européenne 50,70% +1 pt.
 - Q4** • France -4,70% +1 pt / Union Européenne -3,40% +1 pt / Zone Euro -3,60% +1 pt / Danemark 3,30% +1 pt / Allemagne -2,60% +1 pt / Espagne -4,80% +1 pt / Italie -8,00% +1 pt / Pays-Bas 0,00% +1 pt / Portugal -0,40% +1 pt / Suède 0,70% +1 pt.
 - Q5** • 2950 Mds€ +1 pt
 - Q6** • France 111,60% +1 pt / Grèce 171,30% +1 pt / Italie 144,40% +1 pt / Portugal 113,90% +1 pt / Espagne 113,20% +1 pt / Autriche 78,40% +1 pt / Finlande 73,00% +1 pt / Allemagne 66,30% +1 pt / Danemark 30,10% +1 pt / Suède 33,00% +1 pt.

- Retraites**
- Q7** • France 60,4 +1 pt / Espagne 61 +1 pt / Italie 62,3 +1 pt / Allemagne 63,1 +1 pt / Royaume-Uni 63,7 +1 pt / OCDE 63,8 +1 pt / USA 64,9 +1 pt / Suisse 65,4 +1 pt / Suède 65,8 +1 pt / Nouvelle-Zélande 68,2 +1 pt.
 - Q8** • Union Européenne 67,60% +1 pt / France 74,40% +1 pt / Allemagne 52,90% +1 pt / Irlande 39,90% +1 pt / Pays-Bas 89,20% +1 pt / Portugal 90,30% +1 pt / Italie 81,70% +1 pt.
 - Q9** • Union Européenne 13,60% +1 pt / France 15,90% +1 pt / Italie 17,60% +1 pt / Allemagne 12,60% +1 pt / Espagne 14,50% +1 pt / Pays-Bas 12,80% +1 pt.

- Éducation**
- Q10** • France 5,50% +1 pt / Allemagne 4,70% +1 pt / Royaume Uni 5,50% +1 pt / États-Unis 6,10% +1 pt / Japon 3,40% +1 pt / Australie 6,10% +1 pt / Danemark 6,40% +1 pt / Espagne 4,60% +1 pt / Inde 4,50% +1 pt / Norvège 5,90% +1 pt / Union Européenne 5,10% +1 pt.
 - Q11** • *Sur la compréhension de l'écrit:*
France 493 +1 pt / OCDE 487 +1 pt / Allemagne 498 +1 pt / Chine 555 +1 pt / Singapour 549 +1 pt / USA 505 +1 pt / Royaume-Uni 504 +1 pt.
En sciences :
France 493 +1 pt / OCDE 489 +1 pt / Allemagne 503 +1 pt / Chine 590 +1 pt / Singapour 551 +1 pt / USA 502 +1 pt / Royaume-Uni 505 +1 pt.

- Création de richesse**
- Q12** • France \$43 018 +1 pt / Allemagne \$50 026 +1 pt / Pays-Bas \$55 614 +1 pt / Norvège \$64 659 +1 pt / Italie \$40 087 +1 pt / Espagne \$37 197 +1 pt / Suède \$52 853 +1 pt / Royaume-Uni \$44 100 +1 pt / USA \$62 835 +1 pt / Union Européenne \$42 485 +1 pt.
 - Q13** • USA \$26 185 +1 pt / Chine \$21 643 +1 pt / Japon \$4 365 +1 pt / Allemagne \$4 120 +1 pt / Inde \$3 820 +1 pt / Royaume-Uni \$3 479 +1 pt / France \$2 806 +1 pt / Canada \$2 326 +1 pt / Russie \$2 136 +1 pt / Brésil \$2 059 +1 pt.
 - Q14** • France 67,25% +1 pt / USA 69,40% +1 pt / Italie 58,25% +1 pt / Allemagne 75,60% +1 pt / Japon 77,88% +1 pt / Norvège 76,30% +1 pt / OCDE 67,68% +1 pt / Royaume-Uni 75,13% +1 pt / Union Européenne 68,33% +1 pt / Espagne 62,73% +1 pt.



Fiscalité

- Q15** • France 46% +1 pt / Allemagne 49% +1 pt / UK 65% +1 pt / Pays-Bas 54% +1 pt / Italie 50% +1 pt / Autriche 47% +1 pt / Danemark 59% +1 pt / Espagne 57% +1 pt / Suède 53% +1 pt.
- Q16** • Allemagne 39,51% +1 pt / France 45,15% +1 pt / Pays-Bas 39,70% +1 pt / Italie 43,29% +1 pt / Espagne 38,35% +1 pt / Danemark 46,88% +1 pt.

Divers

- Q17** • France 7,10% +1 pt / OCDE 4,90% +1 pt / Union Européenne 6,10% +1 pt / Espagne 7,90% +1 pt / Japon 2,20% +1 pt / Allemagne 2,90% +1 pt / USA 3,40% +1 pt / Royaume-Uni 3,50% +1 pt / Italie 5,90% +1 pt / Suède 7,30% +1 pt.
- Q18** • France 6,00% +1 pt / Union Européenne 7,10% +1 pt / Allemagne 6,30% +1 pt / Espagne 2,90% +1 pt / Italie 8,00% +1 pt / Pays-Bas 6,80% +1 pt / Danemark 2,90% +1 pt / Pologne 12,50% +1 pt / Suède 6,70% +1 pt / Belgique 2,70% +1 pt.
- Q19** • 2,73% +1 pt
- Q20** • 1,10% +1 pt
- Q21** • Allemagne +1 pt / Autriche +1 pt / Belgique +1 pt / Chypre +1 pt / Croatie +1 pt / Espagne +1 pt / Estonie +1 pt / Finlande +1 pt / France +1 pt / Grèce +1 pt / Irlande +1 pt / Italie +1 pt / Lettonie +1 pt / Lituanie +1 pt / Luxembourg +1 pt / Malte +1 pt / Pays-Bas +1 pt / Portugal +1 pt / Slovaquie +1 pt / Slovénie +1 pt.
- Intrus* : Norvège +1 pt / Royaume-Uni +1 pt / Suisse +1 pt / Serbie +1 pt / Albanie +1 pt / Macédoine +1 pt / Montenegro +1 pt.
- Q22** • LVMH 448 €+1 pt / L'Oréal 226 €+1 pt / Hermès 211 €+1 pt / Total Energies 128 €+1 pt / Sanofi 118 €+1 pt.



VOTRE SCORE

Total de bonnes réponses :

Vous avez moins de 90 points

Oui c'est vrai, ce quizz n'est pas si facile. Un été un tout petit peu studieux vous permettra de revenir rapidement au niveau de connaissance souhaitable. Mieux connaître, mieux comprendre, mieux maîtriser sont les "rules of the game". Allez un petit effort régulier vous ramènera vite au coeur des gros sujets du moment. La Décade est là, tous les mois, pour vous y aider ;-)

Entre 90 et 120 points

Pas mal du tout ! Ce quizz n'est pas simple... Donc chapeau bas, belle perf' ! Vous êtes sur la bonne voie. On sent les efforts pour rester informé et comprendre. Continuez comme ça pour encore mieux maîtriser tous les dossiers chauds du moment. La Décade du Cercle Jean-Baptiste Say est là pour vous y aider ;-)

Plus de 120 points

Félicitations ! Vous êtes sérieusement connecté à votre environnement. Vous vous donnez les moyens de suivre de près et de maîtriser les dossiers chauds du moment. Vous voyez clair sur les enjeux de l'endettement, des retraites, de la croissance et de la prospérité. Vous prenez vos décisions en connaissance de cause. Continuez à vous informer pour tout comprendre.

Total de points possible : **180 points**